et lors de représentations faites auprès du gouvernement du Chili. Dans des tribunes internationales, il a appuyé en décembre dernier, entre autres, la résolution de l'ONU sur la situation des droits de l'homme au Chili. Cette résolution reconnaissait les progrès réalisés pacifiquement en vue du rétablissement d'une démocratie pluraliste et représentative et applaudissait à l'amélioration de la situation des droits de la personne au Chili. La déclaration déplorait néanmoins les violations qui sont toujours perpétrées et soulignait la nécessité d'apporter des changements aux institutions juridiques nationales afin de faire progresser davantage la situation des droits de la personne au Chili. Le fait que le gouvernement du Chili ait décidé de ne pas coopérer cette année avec le Rapporteur spécial des Nations Unies sur les droits de l'homme demeure particulièrement inquiétant pour le gouvernement du Canada et la résolution de l'ONU témoigne également de cette préoccupation.

POSITION DU CANADA:

Le gouvernement du Canada reconnaît que le retour pacifique de la démocratie au Chili constitue un élément essentiel à l'amélioration de la situation des droits de la personne. En vue de sauvegarder les droits de la personne à long terme, il est primordial que le Chili dispose d'un pouvoir judiciaire autonome et objectif. Le Canada a toujours défendu la cause des droits de la personne au Chili et profite de toutes les occasions qui lui sont offertes de faire connaître ses préoccupations aux dirigeants chiliens. Il a souscrit aux résolutions des Nations Unies sur les droits de l'homme au Chili et a également pris diverses initiatives à ce chapitre. Ainsi, en octobre dernier, le gouvernement du Canada s'est officiellement objecté aux réserves formulées par le Chili au moment de sa ratification de la Convention des Nations Unies contre la torture (septembre 1988).